

Les impôts au

Costa Rica



Les impôts au Costa Rica

- L'impôt sur le revenu est territorial au Costa Rica, ce qui signifie qu'il s'applique aux individus et aux personnes juridiques, c'est-à-dire les entreprises. L'impôt taxe les revenus uniquement en provenance d'une source du Costa Rica ; les lois costaricaines n'imposent pas les revenus fiscaux provenant d'une source étrangère.

Conformément à la législation locale, les entités suivantes sont assujetties à l'impôt sur le revenu :

- Les personnes juridiques, les sociétés de fait, les sociétés d'activités professionnelles et les entreprises étatiques qui agissent dans le pays.
 - Les succursales, filiales ou agences de n'importe quel non-résident qui agissent dans le pays.
 - Les fiducies
 - Les successions (à condition qu'elles restent indivisibles).
 - Les personnes physiques qui résident au Costa Rica, indépendamment de leur nationalité.
 - Les personnes engagées pour apporter des services professionnels.
 - Les personnes physiques et juridiques qui n'ont pas été spécifiquement mentionnées dans la liste précédente, mais qui participent à des activités lucratives au Costa Rica.
- La base imposable repose sur le revenu net. Ce dernier s'obtient à partir du revenu brut, après les retenues fiscales. Les lois du Costa Rica définissent le revenu brut comme le revenu total et les bénéfices réalisés dans le pays durant l'exercice fiscal en cours, lequel commence le 1^{er} octobre et prend fin le 30 septembre. Y sont inclus les revenus provenant de biens immobiliers, de l'investissement de capital et d'autres activités entrepreneuriales. Il prend également en compte toute

augmentation du patrimoine net durant l'exercice fiscal, qui ne peut pas se justifier par les revenus déclarés ou enregistrés.

Sont exclus du revenu brut :

- Las donations, en espèces ou en nature.
- La revalorisation d'actifs immobilisés (à l'exception des actifs immobilisés dépréciables, bien qu'ils puissent être considérés comme des déductions par dépréciation après approbation de l'administration fiscale).
- Le profit et les dividendes, et toute autre forme de distribution des bénéfices crédités aux contribuables.
- Les rentes générées à la suite de contrats ou d'accords sur des biens et capitaux situés à l'étranger, y compris les contrats négociés au Costa Rica.
- Les gains de capital réalisés en vertu de transfert de biens mobiliers ou immobiliers, à condition que ce type de revenus ne constituent pas une activité habituelle.
- Les héritages, les legs et les biens communs.
- Les prix de loteries nationales.
- Les dons de charité autorisés.

Le tableau suivant résume les différents impôts qu'il existe au Costa Rica :

Impôts	Réglementation	Régime de Zone Franche
Impôts sur les bénéfices des sociétés	30%	En zone franche, exemption complète/partielle de l'impôt sur le revenu pendant 8/4 ans ^{a/} , avec la possibilité de renouveler cette exemption pour plusieurs périodes, sur réinvestissement.
Droits d'importation/exportation	Varie en fonction du produit	Exemption à 100%
Impôt sur les ventes	13%	Exemption à 100% sur l'achat local de biens et services
Droits de timbres	1%	Exemption à 100%
Impôt sur le transfert de biens immobiliers	1,5%	Exemption à 100% pour une durée de 10 ans
Impôt sur les primes et les honoraires	Jusqu'à 25%	Exemption à 100%
Impôt sur l'intérêt	8%	Exemption à 100%
Restrictions aux expatriés dans le pays	Aucune	
Impôt à l'expatriation	Tous les résidents du Costa Rica et les non-résidents qui travaillent sur le territoire du Costa Rica en vertu d'une relation de travail sont assujettis à des retenues et des contributions à la Sécurité Sociale. L'impôt sur le revenu personnel monte à 15%.	
Création d'emplois et bourses de formation	Formation technique gratuite et personnalisée disponible par le biais de l'INA	

Notes:

^{a/}: Industrie :

- Si l'entreprise établit ses opérations dans une zone peu développée, la durée d'exemption d'impôt sur le revenu totale/partielle s'étend à 12/6 ans, avec possibilité de renouvellement de l'exemption pour plusieurs périodes, si un réinvestissement est réalisé.
- Le niveau minimum d'emploi (100 salariés) et l'investissement minimum requis (10 millions de dollars) à réaliser en 8 ans.

Services:

- L'investissement minimum requis en actifs immobilisés est de US\$150.000 (à l'intérieur d'un parc industriel en régime de zone franche) et de US\$2.000.000 (en dehors d'un parc industriel en régime de zone franche), à réaliser en 36 mois. L'investissement requis dans les zones moins développées est respectivement réduit à US\$100.000 y US\$500.000.
- Au moins 50% des services doivent être exportés.

Pour plus d'informations sur le régime de Zone Franche, lire le document **Régime de Zone Franche au Costa Rica**.